

**Papier proposé pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du CODESRIA  
10-12 décembre 2003, Dakar, SENEGAL**

**CHENNTOUF Tayeb**  
**Université d'Oran Es-Senia Oran Algérie**  
**E mail : tayebchen@yahoo.fr**

**LES INDEPENDANCES, ET APRES ?**

La décennie 1980-1990 représente un tournant dans les pays du Maghreb. Une crise sérieuse est ouverte au cours de la décade. Elle perdure encore aujourd'hui. Elle n'est pas seulement celle des Etats post-coloniaux ou du seul développement économique mais présente toutes les caractéristique d'un effondrement. La reproduction elle-même semble bloquée ; a fortiori, toute perspective de changement et de progrès semble interdite.

La crise a fait l'objet d'une abondante littérature. Les travaux privilégient les aspects économiques, les mouvements islamistes et la violence, l'Algérie plus que les autres pays. L'approche historique peut, de son côté, éclairer les problèmes nés dans la décennie 1980-1990, de cerner les enjeux et d'examiner les sorties possibles de la crise.

L'histoire du présent a, aujourd'hui, défini ses sources, ses méthodes et ses techniques. Elles ne se résument pas dans la réactivation purement mémorielle ni dans les discussions sur la validité du témoignage et des sources orales. L'histoire du présent peut surtout être éclairée par le passé, les dynamiques à l'œuvre et les processus du changement historique.

Dans cette perspective, la crise des années 1980-1990 apparaît d'abord et avant tout comme une crise des nationalismes, nés à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et au début du 20<sup>e</sup>. Crise, à la fois, du projet dont ils sont porteurs et du bloc historique qu'ils représentent jusqu'à la décennie 1980-1990. La question qui émerge est celle de la construction d'un nouveau bloc historique dans ses trois composantes essentielles ( un projet politique, les forces sociales susceptibles de le soutenir et les alliances possibles au niveau régional et international). Les intellectuels doivent également redéfinir leur place et leur rôle dans la nouvelle conjoncture nationale et internationale. Leur responsabilité sociale est engagée, nolens-volens, et il leur revient, dans le domaine qui est le leur, de définir les priorités qui s'imposent à la réflexion et la culture.

L'exercice est néanmoins hypothétique. Il est exposé à deux risques. Etre normatif d'abord. Réaffirmer ensuite des principes et des généralités qui ne sont pas en adéquation ni avec les sociétés du Maghreb ni avec le moment actuel. L'analyse concrète d'une situation concrète contourne ces inconvénients. Elle permet de diagnostiquer les problèmes, les enjeux et les possibilités réelles de sortie de crise

**1-La crise des nationalismes :**

Les nationalismes entrent en crise sensiblement à la même date, au cours de la décade 1980-1990, dans les trois pays du Maghreb. Ils ont incontestablement représenté un bloc historique pendant près d'un siècle. Les élites politiques qui ont été à leur origine perdent

toute légitimité dans les années 1980-1990. Les renouvellements sociaux et culturels, nés après les indépendances, alimentent les mouvements sociaux et les luttes politiques.

Les nationalismes se présentent comme des phénomènes inter-classistes qui obtiennent l'adhésion en vue de l'action de la quasi-totalité de la société. Les fondements sociaux des nationalismes s'inscrivent moins dans les positions occupées que dans la dynamique et la transformation sociale qu'elles impliquent. C'est aussi bien pour mettre fin aux positions qu'ils occupent en situation coloniale que dans les projets qu'ils formulent pour leur avenir que les individus et les groupes se mobilisent dans l'action anti-coloniale. Les projets, explicites ou implicites, plus que l'analyse statique, expliquent les attitudes et les stratégies sociales. Sur ces bases se constitue le bloc historique des nationalismes. L'ensemble de la société se mobilise en privilégiant tout ce qui peut unir. Dans la 1<sup>ère</sup> phase, l'urgence et la nécessité de la libération ont fait que le combat fut global et ralliant tout le peuple colonisé dans une même action. La domination coloniale ayant été une domination de peuple à peuple, la libération devint d'abord une libération globale d'un peuple dans toutes ses composantes. La signification politique de la domination coloniale primait pour les différents éléments qui composent la future nation en projet. Après les indépendances, l'unité nationale devait continuer. Les Etats issus de la lutte affirment continuer à représenter la totalité du peuple et à servir également les intérêts de tous. Ils bénéficient de la reconnaissance collective et représentent le succès de la lutte récente et l'assurance de la poursuite des objectifs ». <sup>(1)</sup>

La solidité du bloc historique s'effrite au cours de la décennie 1980-1990. Les compétitions entre les candidats à la succession de H. Bourguiba en Tunisie, les émeutes urbaines d'octobre 1988 en Algérie signalent, parmi beaucoup d'autres signes, l'effritement. La légitimité de la génération politique des indépendances et des constructions nationales <sup>(2)</sup> est sérieusement entamée par le renouvellement démographique et l'arrivée de nouvelles élites politiques <sup>(3)</sup>. Les résultats mitigés des politiques de développement provoquent la désaffection du plus grand nombre.

Les Maghrébins arrivés à l'âge adulte dans la décennie 1980-1990 n'ont aucune expérience de la situation coloniale (colonisation ou protectorats) et des luttes armées ou légales pour les indépendances. Ils sont issus des nouveaux systèmes éducatifs mis en place après les indépendances avec de nouveaux enseignants, de nouveaux programmes et, avec des nuances selon les pays, en langue arabe. Ils ont l'expérience d'économies centralement administrées et de régimes politiques de parti unique (Algérie, Tunisie) ou dominant (Maroc). Enfin leur expérience de l'étranger et du monde est limitée.

La nouvelle génération d'acteurs politiques en est issue. Elle pose de manière aigüe la question de leur intégration politique et du renouvellement des dirigeants. En Algérie, le conflit intergénérationnel est particulièrement vif. Il est érigé en revendication majeure dans les discours de S. Saâdi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et Dj Sofiane, un des fondateurs du Parti du Renouveau algérien <sup>(4)</sup>. Les deux récuse l'argument autoritaire de la légitimité révolutionnaire de leurs aînés tout en reconnaissant leur rôle. Les partis islamistes encadrent, de leur côté, les élites issues de filières de formation en langue arabe. Ils contestent même la signification et le sens du combat mené par leurs prédécesseurs en se demandant s'il s'agit là de libération nationale ou de djihad.

Le « désenchantement national » (H. Béji) est, lui, accéléré par les résultats des politiques de développement économique. Dans une perspective d'histoire sociale du nationalisme, les indépendances ont pour première signification d'être de formidables montées sociales d'individus et de groupes entiers. L'ascenseur social ralentit et tombe même en panne dans la décennie 1980-1990.

Les indépendances politiques sont dans l'immédiat un formidable appel d'air dans la fonction publique. Les mesures dérogatoires aux conditions de diplômes adoptées permettent dans les trois pays des recrutements massifs et des promotions rapides.

Les nationalisations en Algérie (1963), la récupération plus tardive et plus progressive des terres et des entreprises industrielles et commerciales (marocanisation) ont le même résultat dans les deux pays voisins. L'amélioration du niveau de vie de la population est impressionnante. Les résultats les plus spectaculaires sont obtenus dans l'éducation. Ils restent jusqu'à aujourd'hui l'acquis le plus significatif des indépendances.

L'application des plans d'ajustement structurel d'abord en Tunisie et au Maroc puis en Algérie se traduit par une inversion de l'évolution. L'application des recommandations de la Banque mondiale et du fonds monétaire international accentue la dégradation de la situation sociale. Le chômage s'élargit jusqu'à atteindre 30% de la population active en Algérie. La hausse des prix, suite à leur libération, la baisse des dépenses publiques dans les secteurs de l'habitat, la santé, l'éducation et les transports atteignent de plein fouet les plus démunis et une frange importante des classes moyennes.

## **2- Un nouveau bloc historique ?**

« Les horizons d'attente » (R.Kosseleck) des Maghrébins se modifient dans la décennie 1980-1990. Les opinions publiques le constatent alors que les responsables politiques admettent publiquement de plus en plus que le système mis en place au lendemain des indépendances « est arrivé à sa fin »<sup>(5)</sup> (Dj Mehri). De fait, la question d'un nouveau bloc historique est posée avec acuité.

En dépit de la gravité de la crise, les projets pour l'avenir n'apparaissent pas, en 2003, avec toute la clarté et la cohérence requises. La classe dirigeante, à la tête des Etats s'attache à reconduire sa position et les régimes politiques en place. Les partis politiques, syndicats et associations d'opposition, conformément à leur vocation, privilégient les luttes politiques et idéologiques. Dans l'ensemble, sauf exceptions notables, leurs analyses de la crise sont peu nombreuses, programmatiques et conjoncturelles.

Les difficultés que rencontrent l'Etat, les partis, les syndicats et les associations à formuler de nouveaux projets ou à tracer des alternatives témoignent de leur faible ancrage social et de leur relative méconnaissance de la société<sup>(6)</sup>. De la même manière, la rareté et la qualité des données et matériaux occulte sérieusement toute approche fondée sur les dynamiques sociales à l'œuvre dans les pays du Maghreb. Les partis politiques énumèrent, souvent sans explication, les catégories et groupes sociaux susceptibles d'être intéressés par une transformation sans même être assurés de l'exhaustivité et de la pertinence des choix opérés. Les sciences sociales du présent, devenues empiriques et pragmatiques, procèdent à de trop rares enquêtes de terrain pour dessiner les contours possibles d'un nouveau bloc historique. Les catégories sociales les plus fréquemment citées dans les analyses académiques et les discours politiques sont celles des jeunes, des femmes et de la société civile. En Algérie, la rente pétrolière et gazière déterminerait un clivage entre les bénéficiaires et les exclus. Ces derniers, à l'opposé des premiers, seraient plus attentifs à la fin du statu quo et au changement. La distinction entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore est évoquée dans la recherche universitaire.

En fait, la question ne porte-t-elle pas sur les nationalismes eux-mêmes ? Moteurs de la modernisation pendant plus d'un siècle se sont-ils transformés aujourd'hui en facteur de blocage ? La résolution des problèmes qu'ils posent faciliterait la formulation d'un nouveau projet politique.

Paradoxalement, la crise contemporaine ne signifie pas l'échec des nationalismes, interprétation fréquemment adoptée par les médias et certains chercheurs, plus pour l'Algérie que pour les deux autres pays.

Ils ont été des facteurs de modernisation extrêmement puissants. Elle est surtout politique pendant la phase de la colonisation et des protectorats. Le renouvellement intervient avec la naissance des partis politiques, des syndicats et des associations comme forme d'organisation. Il touche également les modalités de l'action (grève, meeting, manifestation publique), les idées elles-mêmes (Etat, nation, progrès économique) et jusqu'à la vision du monde. La modernisation, après les indépendances, est sociale, culturelle, économique et politique. L'amélioration du niveau et du mode de vie des populations est notable. Plus nettement que les pays voisins, l'Algérie est représentative des changements consécutifs à l'indépendance. Aujourd'hui, les nationalismes font face à trois problèmes qu'ils sont sommés de résoudre sans peine d'être disqualifiés et de devenir anachroniques.

Le premier est celui de la citoyenneté. Les dysfonctionnements des Etats sont bien connus et répertoriés. Les citoyens les subissent dans toute démarche et acte de la vie quotidienne. Ils ne se résument pas dans la notion de « bonne gouvernance » recommandée par la Banque mondiale. En réalité, le procès historique d'absolutisation de l'Etat aboutit à une coupure profonde des rapports entre l'Etat et la société. La profonde séparation pose aujourd'hui, pour la première fois historiquement la question de la citoyenneté.

La poussée étatique du 16<sup>e</sup> est observable dans les trois pays. Les frontières actuelles des pays du Maghreb se dessinent à cette date. L'intégration de l'Algérie et de la Tunisie dans l'empire ottoman est à l'origine d'une formidable centralisation politique. Le Maroc qui demeure hors de l'empire ottoman subit néanmoins, de manière indirecte, les mêmes transformations. La centralisation est d'abord militaire. Les Ottomans introduisent au Maghreb des armes nouvelles comme le fusil et le canon, de nouvelles stratégies et tactiques militaires et des armées puissantes. Elle est aussi administrative avec l'élargissement d'une bureaucratie de nouveau type.

La colonisation et les protectorats accentuent, au 19<sup>e</sup> siècle, la centralisation politique. La violence devient le monopole des Etats alors que les réseaux administratifs pénètrent plus profondément dans le territoire et la société. Le développement des communications (routes puis chemin de fer) facilite cette pénétration.

La dernière poussée étatique fait suite aux indépendances politiques. Les Etats, devenus nationaux, gagnent en légitimité. Ils assument le double héritage antérieur qu'ils renforcent et élargissent à la totalité des territoires.

L'absolutisation est aujourd'hui à son apogée. Ils sont devenus des Etats absolus en ayant une « main- mise totale sur la société ». Ils échappent au contrôle et n'acceptent pas toujours d'être soumis au droit qui n'est opposable qu'aux citoyens. L'apathie et l'émeute sont devenues les seules modalités des rapports entre les Etats et les sociétés. Mandatés par la société, les gouvernants doivent, pour garder leur légitimité, se soumettre au contrat et à la citoyenneté<sup>(7)</sup>. Ils réguleraient leurs rapports avec les administrés. La démocratie, présentée faussement comme opposée au nationalisme est devenue une nécessité<sup>(8)</sup>.

La seconde question concerne le pluralisme culturel et linguistique. La conception jacobine, et non pas militaire comme l'écrit G.Meynier, de la nation est incompatible avec la diversité des langues et des cultures.

Le Maroc et l'Algérie font face depuis les indépendances à des mouvements berbères revendicatifs extrêmement actifs et présents sur la scène politique. La langue berbère (Tamazight) est reconnue comme langue nationale, son enseignement devient de plus en plus effectif. Les programmes d'enseignement de l'histoire dans les systèmes éducatifs tendent à un rééquilibrage des périodes et de la vision du passé.

Dans les trois pays cette fois ci, les partis islamiques critiquent la conception de la nation et ses constituants. L'islam serait, dans leurs programmes, le fondement ultime de la nation quand celle-ci n'est pas appelée à faire place à la communauté des croyants (Umma) Les mêmes débats touchent l'éducation nationale et suscitent les mêmes clivages. Les matières les plus concernées sont l'histoire, la philosophie, l'instruction religieuse et l'éducation civique. La Tunisie a procédé à une profonde réforme éducative <sup>(9)</sup> alors qu'elle reste à faire en Algérie et au Maroc <sup>(10)</sup>.

Troisième et dernière question : Le développement économique. La reproduction étatique nationale postule la révolution industrielle qui lui fournirait ses bases matérielles. Elles sont une condition du fonctionnement de l'Etat moderne et des allégeances au plan national. L'échec dans ce domaine remettrait en cause les nationalismes. Les problèmes soulevés par le développement économique ont trait au rôle de l'Etat, du protectionnisme et du libre-échange. Depuis l'application des plans d'ajustement structurel et des recommandations de la Banque mondiale, l'un et l'autre sont devenus hypothétiques.

Le désengagement des Etats est sérieusement avancé dans les trois pays. La privatisation des entreprises est quasiment faite au Maroc et en Tunisie. Elle rencontre plus de résistances en Algérie où le consensus est difficile à faire. Les investissements publics ont décliné par rapport aux années 1960-1970. Les prix et l'emploi fluctuent par rapport aux marchés. Les Etats ne sont plus des acteurs de premier plan alors que toutes les expériences de révolution industrielle ont été menées par eux. Au 19<sup>e</sup> siècle, à l'exception de la Grande-Bretagne, les Etats interviennent massivement dans les révolutions industrielles. Plus près de nous, les pays asiatiques émergents ont réalisé des progrès économiques grâce à des politiques publiques actives.

Le protectionnisme en est un des dispositifs stratégiques. Le Maroc et la Tunisie ont conclu des accords d'association avec l'Union européenne. L'Algérie est en voie de le faire. Les trois pays comptent adhérer à l'Organisation mondiale du commerce. Les échanges extérieurs du Maghreb sont appelés à être bouleversés dans un très proche avenir avec la fin du contrôle et la disparition des taxes douanières. Théoriquement, les échanges commerciaux et les investissements directs étrangers devraient s'accroître. Il n'est pas sûr que ce résultat soit obtenu. Au 19<sup>e</sup> siècle, seule la Grande-Bretagne défendait le libre-échange alors que les autres pays européens poursuivaient une politique protectionniste. Les pays asiatiques émergents ont recouru, eux aussi, au 20<sup>e</sup> siècle, à des mesures protectionnistes pour stimuler le changement industriel. Avec beaucoup d'humour, Joseph E. Stiglitz conseille aux pays en développement : « Faites ce que nous avons fait, pas ce que nous disons ». <sup>(11)</sup>

### **3. La responsabilité sociale des intellectuels**

Face à ces défis, que peuvent les intellectuels? Leur relative absence des débats nationaux et internationaux est souvent soulignée pour être déplorée et, dans certains cas, critiquée.

Il ne s'agit pas d'assigner de l'extérieur et, venant du haut vers le bas, des « tâches » aux intellectuels mais de prendre la mesure de leur responsabilité sociale dans le domaine qui est le leur : celui de la connaissance et la réflexion.

L'une et l'autre font face aujourd'hui à de nombreuses et importantes questions. La crise du « paradigme » des sciences sociales (M. Gauchet) est aujourd'hui admise par l'ensemble des spécialistes. Elle est encore plus aiguë dans les pays du sud où les sciences sociales sont en construction. Les changements mondiaux contemporains ne sont pas, pour leur part, de simples changements mais représentent une véritable mutation. Un des ouvrages de M. Beaud est intitulé à juste titre « Le basculement du monde » <sup>(12)</sup>. Effectivement, il s'agit bien de repenser le monde et de surmonter les trois crises de notre temps : des sociétés, des relations

entre sociétés et de celle des hommes et de la terre <sup>(13)</sup>. Le choix n'est pas entre les dynamiques internes et les dynamiques externes. La dichotomie qui a largement prévalu dans les sciences sociales a montré ses limites. La difficulté de leur articulation ne peut avoir pour résultat de les rendre exclusives les unes des autres. A l'échelle du Maghreb, deux questions semblent urgentes. Elles synthétisent les problèmes et les enjeux actuels.

Le premier examen est celui de la tradition. Elle est aussi bien religieuse que politique. Une première « traditionalisation » (A Laroui) est à l'œuvre dans les pays du Maghreb dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Elle cherche à faire face aux pressions et interventions, diplomatiques et militaires (colonisation de l'Algérie en 1830) des puissances européennes. Elle porte sur les structures sociales, la culture et la pensée. La littérature et l'historiographie de la fin du 19<sup>e</sup> siècle témoignent abondamment de la défense de soi face aux entreprises des pays européens.

De manière paradoxale, la seconde « traditionalisation » est consécutive aux indépendances. Elle émerge massivement dans la décennie 1980-1990. L'interprétation de la religion réactive de charia (loi musulmane) et le modèle de la cité du 7<sup>e</sup> siècle. Les Etats ne poursuivent d'autres fin que celle de leur propre reproduction.

La crise qui éclate au cours de la même décennie est une « divine surprise » pour l'Etat et les intellectuels. L'échec du développement économique, l'islamisme et la violence ont été peu prévus par les seconds comme par les premiers. Au lendemain des élections législatives de 1991 qui ont donné des résultats favorables au Front islamique du Salut (FIS) en Algérie, un chef de parti politique n'a pas hésité à déclarer : « nous nous sommes trompés de société ». L'ouvrage de L. Barbulesco et Ph Cardinal donne un large panorama des réactions de l'intelligentsia au Maghreb et dans le monde arabe. Plusieurs universitaires reconnaissent, par ailleurs, s'être peu intéressées antérieurement au fait religieux ou déclarent leur incompréhension devant les mouvements islamistes. D'autres n'hésitent pas à brûler ce qu'ils semblaient adorer bien (la Nation, l'Etat, le développement). Les derniers, à l'aide de notions et de concepts issus des recherches les plus récentes n'hésitent pas à se transformer en néo-réformateurs pour faire bouger l'Islam de l'intérieur. Il serait instructif, dans une perspective d'histoire des sciences sociales, de suivre les trajectoires des chercheurs (position personnelle par rapport à la religion et recherches entreprises avant 1980) qui s'intéressent aujourd'hui au phénomène islamiste.

La critique de la tradition, quelque peu entamée, reste encore à faire. Elle passe par l'historicisation des sociétés maghrébines. L'éprit historien a fait peu de progrès. L'anti-historicisme est aujourd'hui plus aigu qu'il ne l'a jamais été. La tradition, sous les habillages les plus divers, est érigée en norme et sa réaction en finalité ultime. La pensée maghrébine n'a pas tout à fait tranché les nœuds gordiens qui commandent l'accès au progrès et à la modernité. Des questions aussi cruciales que celles de la raison, de la liberté, de la science et de la technologie et du devenir historique sont toujours pendantes.

L'historicisation, dans toutes ses implications intellectuelles et culturelles des sociétés du Maghreb serait à même de faire avancer la solution de problèmes devenus pressants. Des approches strictement historiques éloigneraient d'une tradition politique et religieuse encore omniprésente et dont la critique, entamée au 19<sup>e</sup> siècle, n'est pas encore achevée. « Le règne de la critique », selon la belle expression de R. Kosseleck, est encore à advenir.

La notion de mondialisation, ou de globalisation dans les pays anglo-saxons, apparue d'abord dans les médias, s'est peu à peu imposée dans les sciences sociales jusqu'à devenir aujourd'hui incontournable. Au Maghreb, elle est introduite dans la réflexion et les débats par effraction dans le sillage de l'endettement et des interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les mutations qui l'accompagnent et la constituent, ses conséquences lointaines ne sont pas suffisamment perçues et prises en considération. Sa

véritable signification reste obscure ; de plus, elle risque de masquer la naissance de « l'Amérique-monde » (A.Valladéo).

Peu de réflexions ont été consacrées au statut scientifique de la mondialisation qui correspond moins à un état de fait existant déjà qu'à un « projet normatif » (Z.Laïdi) de réorganisation du monde.<sup>(14)</sup>

Elle est sans doute plus familière à l'histoire et aux historiens pour qui la question serait plutôt de cerner avec précision en quoi elle constitue une nouveauté radicale qui justifierait l'utilisation d'un vocable nouveau. Elle serait également de savoir si, dans le prolongement d'une première mondialisation, les processus actuels dessinent ou non les contours d'un monde global devenu un village planétaire ».

Le démarrage de la mondialisation intervient à la fin du 15<sup>e</sup> et au début du 16<sup>e</sup> siècle. Elle s'élargit et se renforce aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles<sup>(15)</sup> avec la colonisation, les protectorats et les mandats de la Société des Nations. Cette première mondialisation est bien décrite et analysée, selon des perspectives plus ou moins critiques, par la recherche historique. Elle est surtout économique et financière puis technique (F.Braudel et I.Wallerstein). Les changements de la décennie 1980-1990 prolongent les processus antérieurs. La nouveauté réside dans la révolution des transports aériens et des communications. Elle « globalise » encore plus le monde en intensifiant les mouvements de population (émigration et tourisme) et culturels (Internet).

La mondialisation ne doit masquer d'autres transformations qui aboutissent à l'avènement de « l'Amérique-monde » (A.Valladéo). Les deux phénomènes ne coïncident pas totalement<sup>(16)</sup>. Le second est d'ordre politique, diplomatique et militaire. Le monde est devenu unipolaire avec les Etats-Unis comme « byper-puissance » (H.Védrine). Il ne s'est pas seulement globalisé mais devenu unipolaire avec la chute du mur de Berlin en 1989. Les Etats-Unis sont aujourd'hui la puissance dominante à l'échelle de la planète. Un tel état du monde ne s'est pas produit depuis l'empire romain.

A la veille de la première guerre mondiale, les Etats-Unis se montrent isolationnistes et uniquement préoccupés par les problèmes de l'Amérique du sud et des Caraïbes. Leur entrée dans la guerre européenne les fait intervenir pour la première fois dans les affaires du monde. La seconde guerre mondiale rompt définitivement leur isolationnisme. La guerre froide, après 1948, les implique encore plus dans la diplomatie mondiale. Les Etats-Unis deviennent les leaders du « monde libre » face à l'empire soviétique. Ils définissent et organisent la défense de l'Europe et de l'Occident en pratiquant une politique d'endiguement (containment). La disparition de l'Union soviétique en fait l'unique puissance mondiale. Elle est la première force militaire dans le monde. L'écart scientifique et technologique avec les autres continents et pays est largement en sa faveur. Après la brève euphorie de « la fin de l'histoire » (F.Fukuyama), les Etats-Unis affirment toute leur puissance et les nouvelles orientations politiques et diplomatiques.<sup>(17)</sup>

L'organisation des Nations-Unies, le multilatéralisme et le droit international sont mis à mal. Le projet d'un monde multipolaire est sérieusement battu en brèche. G.Soros, en observateur de la politique étrangère américaine après le 11 septembre 2001 considère qu'elle a pour objectif la recherche de la domination du monde. Son commentaire, malgré sa longueur, mérite d'être entièrement cité. « La manière dont Bush et son administration ont exploité le 11 septembre 2001 et la direction dans laquelle ils conduisent le monde m'amène, écrit-il, à penser que nous ne sommes pas dans une situation normale. Il ne s'agit plus d'une crise du capitalisme comme je l'ai écrit dans un de mes livres, mais d'une recherche de domination du monde, qui a pour prétexte la lutte contre le terrorisme. La trop rapide et trop facile victoire militaire des Etats Unis en Irak les a renforcés dans l'idée fautive et dangereuse, que, dotés d'une puissance militaire sans équivalents, ils peuvent viser et atteindre leurs objectifs internationaux par la force »<sup>(18)</sup>

## NOTES

- 1- T.Chenntouf. La décolonisation. Un essai d'interprétation dans le Maghreb au présent. Alger, OPU 2003, pp 16-17.
- 2- Sur la notion de génération politique voir K.Mannheim. Le problème des générations. Paris, F.Nathan 1990
- 3- T.Chenntouf. Les élites politiques en Algérie (1988-2002). Rapport dans le cadre du projet de l'Institut africain d'Afrique du sud. Pretoria, 2002.
- 4- Dj. Sofiane. L'Algérie, une nation en chantier. Alger, Casbah, 2000
- 5- Les titres et les commentaires des journaux du 49<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la lutte pour l'indépendance (1<sup>er</sup> novembre 1954) sont significatifs.
- 6- Pour pallier à cette situation, les partis multiplient les forums et les universités d'été. Le Front de libération nationale vient de créer une fondation entièrement consacrée à la prospective et à la stratégie.
- 7- Au cours d'une conférence-débat organisée par le Rassemblement pour la culture et la démocratie, les conférenciers estiment que « l'Etat de proximité est la seule solution aux problèmes posés par le mouvement social » (Liberté, 31 octobre 2003)
- 8- R.Malek est un des rares hommes politiques algériens à clarifier les rapports entre le nationalisme et la démocratie (voir sa présentation intéressante dans le journal Le Matin, 31 octobre (1<sup>er</sup> novembre 2003).
- 9- M.Charfi (ancien Ministre de l'éducation nationale). La réforme du système éducatif en Tunisie. Actes de la conférence du 11 avril 2000 dans Transition et perspectives, Alger 2/2000
- 10- Sur le retard dans l'éducation et le savoir, se reporter aux deux Rapports sur le développement humain dans le monde arabe rédigés et publiés par le Pnud en 2002 et 2003.
- 11- Cité dans le Quotidien d'Oran, 30 octobre 2003. Joseph E.Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001 est professeur d'économie à Columbia (New York). Il a été président du groupe des conseillers économiques du président américain B.Clinton, économiste en chef puis vice-président de la Banque mondiale avant de la quitter.
- 12-Paris, La Découverte, 1997
- 13- Ibid, p 271
- 14-« Le terme de mondialisation est à la fois descriptif et normatif, de sorte qu'il sert à la fois d'explication bien pauvre il faut le dire et d'idéologie dominant à présent la pensée, les pouvoirs et la pratique politique (...) En tant que norme, la mondialisation implique la libéralisation des marchés nationaux et du marché mondial, suivant la croyance selon laquelle la libre circulation du commerce, des capitaux et de l'information produira le meilleur résultat pour la croissance et le bien-être de l'humanité » (J.Petras et H.Veltmeyer. La face cachée de la mondialisation. L'impérialisme au XXI<sup>e</sup> siècle. Paris, 2002, p 9)
- 15- S.Berger s'attache surtout à analyser le tournant des années 1870-1914 (Note première mondialisation. Paris, Le Seuil, 2003)
- 16- Juste avant le bombardement de l'OTAN contre la Yougoslavie,Th.Friedman, éditorialiste célèbre du NewYork Times, formulait aussi le lien entre mondialisation et puissance militaire américaine : « Le fait que deux pays ne se sont plus jamais fait la guerre, depuis que l'un et l'autre ont accueilli des Mac Donald's est en partie la conséquence de l'intégration économique, mais aussi le produit de la puissance américaine et de la disposition à en faire usage contre ceux qui menaceraient le système de la mondialisation, de l'Irak à la Corée du nord. L'Amérique et le Michael Jordan de la géopolitique. Sans les hommes en colère surpuissants d'une Amérique forte, le monde serait infiniment moins stable. La main invisible



du marché ne peut pas fonctionner sans un poing caché. Mac Donald's ne peut pas prospérer sans Mac Donnel Douglas qui construit les F-15. Et le poing caché qui rend le monde sûr pour les technologies de la de la Silicon Valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et les marines des Etat Unis. » (Th Friedman The Lexus and the Olive Tree. Farrar Straus and Gyrous. NewYork, 1999 pp 372-373 cité dans Manière devoir, janvier-février2003, n°67).

17- La nouvelle doctrine américaine est exposée dans le Project for The New American Century (Projet pour le nouveau siècle américain) publié en septembre 2000. Voir également G W Bush. La stratégie de sécurité nationale des Etat Unis. Une ère nouvelle. Washington, 20 septembre 2002

La bibliographie dans ce domaine est très large, de nombreux ouvrages américains ont été traduits en français, voir en particulier P. Hassner et J.Vaïsse. Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance. Paris, Ceri-Autrement, 2003 qui donne un panorama des débats et des orientations et S.Hoffman. L'Amérique vraiment impériale ? Entretiens sur le vif avec F.Boze. Paris, Audibert, 2003

18- Cité dans Jeune Afrique/ L'intelligent, n° 2233, 26 octobre- 1<sup>er</sup> novembre 2003